

Mer : la filière s'arme face aux cyberattaques

Face aux risques que ces attaques font peser sur l'économie des ports, le trafic maritime ou l'approvisionnement en énergie, les acteurs civils et militaires renforcent leur ligne de défense.

« Les cyberattaques ne sont pas toutes rendues publiques. Officiellement, une cinquantaine auraient touché le monde maritime depuis les débuts du Net. La réalité se situe plutôt autour de cinquante par an ! Elles visent les ports, les navires... » campe Olivier Jacq, le responsable du centre de cyberdéfense de la Marine nationale, basé à Brest.

L'actualité a renforcé les craintes des différents acteurs de la mer : armateurs, industriels, professionnels des ports français, Armée... Tous gardent en mémoire les attaques qui ont pris pour cible les serveurs des ports internationaux de Barcelone (Espagne) et San Diego (États-Unis), l'an dernier. « Ils se sont retrouvés paralysés pendant plusieurs jours. »

Les ports internationaux pour cibles

Mais ça n'arrive pas que chez nos voisins : « Il y a une dizaine de jours, l'hydrolienne en phase de test au large d'Ouessant a, par exemple, fait l'objet d'une cyberattaque », évoque Olivier Jacq. Un incident qui pourrait préfigurer les enjeux de demain : « Si l'avenir nous oriente vers une part de plus en plus importante de l'éolien en mer ou de l'hydrolien, il s'agira de protéger cette source d'énergie d'attaques potentielles visant à déstabiliser le pays ».

Une cyberattaque peut avoir pour but de « perturber le fonctionnement d'un port dans le contexte d'une guerre commerciale, de permettre le passage de conteneurs renfermant de la drogue, d'affaiblir un État en coupant son approvisionnement en pétrole... » De la science-fiction ? « Si les conflits Est-Ouest sont de l'histoire ancienne, les guerres de demain pourraient naître de conflits d'approvisionnement. »

Longtemps épargné, le secteur se voit aujourd'hui exposé : « Depuis



« Le recrutement d'experts est crucial. Un master spécialisé verra le jour à Brest en 2020 », indique le commandant Jean-Michel Kergoat, chargé de la mise en place de la filière de recrutement d'officiers cyber dans la Marine nationale.

vingt ans environ, les attaques visant la filière maritime s'intensifient, relève le commandant Jean-Michel Kergoat, de la Marine nationale. Or quand on sait que plus de 80 % de nos produits de consommation courante transitent par des conteneurs, ça en dit long sur les risques encourus : un rien peut mettre à mal nos réseaux maritimes. »

Former des experts

La vulnérabilité de la filière vient notamment de sa numérisation. « Elle est incontournable mais fragilise aussi, témoignent industriels et militaires. Aujourd'hui, des flottes autonomes se développent ailleurs dans le monde, avec un minimum d'équipages. Une prouesse technologique qui n'aura d'avenir qu'avec des systèmes en réseau hyper-sé-

curisés. »

Dans ce contexte, la Marine nationale, qui bénéficie d'un niveau d'exigence élevé, se révèle un acteur-clé de la cyberdéfense où elle entend partager son expertise. « C'est une question de souveraineté nationale. Pour cela, il faut se rapprocher, plaide le commandant Kergoat. Or, il y a une tradition de la discrétion parmi les acteurs du secteur maritime. On connaît peu la façon de travailler des uns et des autres. »

Conscients de leur intérêt commun à muscler leur ligne de cyberdéfense, ces acteurs civils et militaires se retrouvent régulièrement au sein d'un CyberCercle pour croiser expériences, avancées technologiques, préoccupations... Parmi l'une d'elles : les besoins en spécialistes de la discipline. Pour y remédier, un tout nou-

veau master spécialisé en cybersécurité maritime verra le jour en 2020 à Brest. L'annonce en a été faite vendredi, à l'occasion de leurs 5^e Rencontres du CyberMaritime qui ont exceptionnellement quitté la capitale pour les terres plus maritimes de Pleumeur-Bodou (Côtes-d'Armor).

« Cette formation sera unique en France », précise le commandant Kergoat, qui en a été l'un des artisans. L'occasion pour lui de plaider la cause des femmes dans la cybersécurité, dont les besoins sont évalués à 200 000 emplois (de l'opérateur au chercheur en passant par l'ingénieur). « Tout récent, ce secteur professionnel rémunère globalement bien et l'égalité de salaire homme-femme y va de soi. Les femmes y ont une carte à jouer ! »

Céline MARTIN.